



# Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale  
20 mai 2024  
Français  
Original : anglais

---

## Réunion des États parties

### Vingtième réunion

New York, 23 mai 2024

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Élection de neuf membres du Comité des droits de l'enfant,  
conformément à l'article 43 de la Convention relative  
aux droits de l'enfant tel que modifié**

(voir la résolution [50/155](#) de l'Assemblée générale)

## Élection de neuf membres du Comité en remplacement de ceux dont le mandat vient à expiration le 28 février 2025

### Note du Secrétaire général

#### Additif

1. Conformément à l'article 43 de la Convention relative aux droits de l'enfant, la vingtième réunion des États parties à la Convention se tiendra à l'invitation du Secrétaire général au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 23 mai 2024.
2. Les notices biographiques de 16 candidats reçues avant le 3 avril 2024 figurent dans le document [CRC/SP/56](#).
3. On trouvera en annexe du présent document les notices biographiques d'autres candidats, reçues après le 3 avril 2024.



## Annexe

### Notices biographiques\*

[Original : français]

#### Sêmèdé Chrystelle Cédrine Adonon (Bénin)

**Date et lieu de naissance :**

15 août 1983 à Cotonou, République du Bénin

**Nationalité :**

Béninoise

**Langue(s) de travail :**

Français (couramment) et Anglais (pour la lecture et la compréhension)

**Situation/fonction actuelle :**

Je suis magistrate depuis 2009. À ce jour, je préside la Chambre des infractions commises à raison du sexe à l'encontre de mineurs de moins de treize (13) ans, à la Cour de Répression des Infractions Économiques et du Terrorisme (CRIET).

**Principales activités professionnelles, en particulier dans le domaine des droits de l'enfant :**

Au tout début de ma carrière, j'ai commencé avec un poste de juge des mineurs au Tribunal de première instance (Abomey-Calavi) (2010-2017). J'y ai développé un programme holistique pour accompagner les mineurs en conflit avec la loi, avec un réseau d'acteurs sociaux pour leur réinsertion, et pour accompagner les enfants victimes de violences variées pour leur rétablissement. Cette expérience m'a conduite à chercher à approfondir mon expertise en relation avec les droits de l'enfant. Ensuite, de 2020 à 2021, j'étais Présidente du Tribunal de première instance (Allada) où j'ai pu traiter des affaires liées aux enfants dans le contexte familial. J'y ai poursuivi ma coopération avec les services sociaux dans ce cadre. Enfin, depuis 2020, je suis affectée à la CRIET et, depuis août 2022, j'y préside une chambre spéciale qui a compétence pour :(i) les violences faites aux mineurs de moins de treize ans ; (ii) le mariage qu'il soit forcé ou précocé, et (iii) le harcèlement entre enseignant et apprenant.

De 2014 à 2017, j'ai travaillé avec un collègue pour l'UNICEF Bénin pour créer un cadre accueillant pour les enfants (Tribunaux amis des enfants) et nous avons formé d'autres magistrats à en faire de même.

Par ailleurs, je suis membre de l'Association béninoise des juges des mineurs (ABJM), de l'Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille (AIMJF) et de l'Association internationale des femmes juges (AIFJ).

**Études :**

2024 : Master of Advanced Studies in Children's Rights, Université de Genève (en cours) ;

2020 : Diplôme d'études approfondies en droit privé, Université d'Abomey Calavi ;

2015 : Certificat de réussite, 46<sup>ème</sup> session, L'enfant et le droit international des droits de l'homme, Institut International des Droits de l'Homme ;

2009 : Diplôme de Magistrature, École Nationale d'Administration et de Magistrature ;

---

\* Les notices biographiques ne sont pas revues par les services d'édition.

2005 : Maîtrise en droit des affaires, option Carrières judiciaires, Université d'Abomey Calavi ;

Différentes formations ponctuelles nationales et internationales sur les domaines de compétence.

#### **Expertise pertinente sur les droits de l'enfant**

J'ai développé une bonne maîtrise de toutes les questions liées aux enfants dans la pratique judiciaire au Bénin, en mettant en œuvre différentes dispositions de la Convention qui est intégrée au droit positif béninois, qu'il s'agisse de l'enfant dans son cadre familial ou social, ou de l'enfant victime de violence, ou encore de l'enfant en conflit avec la loi.

#### **Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine des droits de l'enfant :**

2024, Mémoire sur la parole de l'enfant devant la justice au Bénin (en cours) ;

2021, Child Participation in Family and Child Protection Matters in Bénin (AIMJF) ;

2020, Mémoire de fin d'études (DEA), Valeur juridique de la parole de l'enfant dans les procédures civiles en République du Bénin ;

2017, Plaquette sur les rôles et fonctions des acteurs de la chaîne de protection de l'enfant au regard du code de l'enfant en République du Bénin, sous contrat avec WBI, Wallonie Bruxelles International (<https://www.wbi.be/>) ;

2009, Mémoire de fin d'études sur l'application effective des mesures éducatives par les juridictions pour enfants.

Enfin, en tant que juge, j'écris des centaines de décisions de fond chaque année.

**Joseph Ndayisenga (Burundi)****Date et lieu de naissance :**

17 novembre 1974, Gitega (Burundi)

**Nationalité :**

Burundaise

**Langue(s) de travail :**

Français et anglais

**Situation/fonction actuelle :**

Je suis le Directeur Général de la Solidarité Nationale au Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre depuis le Décret Présidentiel du 22 juillet 2006 à nos jours. À ce titre, nous assurons la coordination de trois directions qui s'occupe respectivement de l'Intégration Sociale, de l'enfance et de la famille et celle de l'action humanitaire et assistance aux victimes des catastrophes.

**Principales activités professionnelles, en particulier dans le domaine des droits de l'enfant :**

Coordonner l'organisation de la célébration des Journées relevant du domaine de la solidarité nationale dont la Journée de l'Enfant Africain célébrée le 16 juin ; – favoriser l'émergence d'une culture d'entraide et de solidarité au niveau de toutes les couches de la population et des partenaires du Gouvernement ; – coordonner, contrôler et évaluer toutes les actions menées dans le cadre de l'intégration sociale, de l'enfance et de la famille, de l'action humanitaire et de l'assistance aux victimes des catastrophes ; – contribuer à la promotion des systèmes de protection sociale ; – impulser et coordonner l'action des partenaires du Gouvernement et de la communauté dans l'assistance des personnes nécessiteuses.

**Études :**

- 1° : Doctorant en Sciences de l'Éducation avec sujet de thèse sur l'effectivité du droit à la participation des enfants dans le système éducatif burundais à travers les comités des élèves ;
- 2° : Master Complémentaire en Droits de l'Homme et Résolution Pacifique des Conflits ;
- 3° : Diplôme de Licence en Psychologie et Sciences de l'Éducation (BAC+4).

**Expertise pertinente sur les droits de l'enfant**

Membre du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant pendant dix ans (10 ans), élu lors de la session ordinaire du Conseil Exécutif de l'Union Africaine tenue en mai 2013 à Addis-Abeba (Éthiopie) et puis réélu en 2018 pour un deuxième mandat jusqu'en 2023 ;

Président du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant élu en 2019 pour un mandat de deux ans puis réélu en 2021 pour un autre mandat de deux ans jusqu'en 2023 (2019-2023) ;

**Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine des droits de l'enfant :**

- 1° : « De l'effectivité du Droit à la Participation des enfants à travers le Forum National des Enfants au Burundi » (Université du Burundi, Chaire UNESCO, septembre 2020) ;
- 2° : De la pédagogie de l'intégration de l'enfant au centre de l'éducation : La participation de l'enfant au programme scolaire (Journal Applied Mathematical Sciences, 2023) ;

3° : De la mise en œuvre du droit à la participation de l'enfant dans le cadre du système éducatif centré sur l'élève en vue d'une pédagogie de l'intégration et de la prise de décisions (Open journal of Social Sciences, 2023).

---